

Moins on en fait, plus c'est la faute des autres.

Le Directeur Interrégional est un homme de parole, quel dommage qu'il ne puisse rien décider. Et quand il décide, il décide seul. Le dernier comité technique de la direction interrégionale en est une preuve manifeste. A l'ordre du jour, on trouve quelques points à aborder pour information et le seul point soumis au vote des organisations syndicales concerne la centralisation comptable.

C'est déjà un mauvais point de départ pour la CGT. Quand on prétend vouloir favoriser le dialogue social, il faut s'en donner les moyens et faire plus que de la simple communication.

Sur ce premier point d'ailleurs, la CGT a relevé un problème majeur : nous débattons en comité technique un point qui sera étudié, plus en profondeur, sept jours plus tard lors d'une réunion du ministère avec les organisations syndicales. A quoi peut donc servir cette réunion si le DI ne peut présenter que des informations qui seront obsolètes une semaine plus tard ? Les OS ont toutes voté contre la mesure de fermeture de la RR d'Orly et le transfert de son activité comptable vers la RR de Roissy. Cette décision est imposée aux personnels par l'administration souhaite passer en force.

Quel malheur que ce DI, si prompt à parler de dialogue social soit si désireux d'imposer « ses » vues aux agents.

Concernant les autres points abordés lors de la réunion, ce n'est pas beaucoup mieux :

Les collègues de la RR d'Orly nous signalent un problème pour le transport de fonds ? Un prestataire privé devra s'occuper du problème.

Les travaux de rénovation d'un bâtiment n'avancent pas ou gênent les agents pendant leurs heures de travail ? C'est la faute du prestataire.

Il y a des problèmes de sécurité dans les locaux, en particulier à la gare du Nord ? S'il y a un problème dans une gare, la SNCF va faire quelque chose.

Le ménage est mal fait dans de nombreux locaux ? Il y a encore un prestataire à mettre en cause.

Au sujet du ménage, nous sommes intervenus pour souligner qu'une femme de ménage salariée d'un prestataire a effectué des heures non payées pendant des années et n'a rien dit de peur de s'attirer les foudres de son employeur. Comment la Douane peut-elle accepter de passer des contrats avec des prestataires aussi peu scrupuleux ? La CGT regrette le temps ou l'entretien était effectué soit en interne soit par des contrats de proximité.

Bref, quand on soulève un problème, le directeur est toujours capable de pointer du doigt un responsable.

Quel regret que les directeurs interrégionaux n'aient pas les moyens de faire évoluer les choses !

Au sujet des effectifs, d'après le directeur, tout va mieux. Mais il ne suffit pas de dire que c'est moins pire pour faire croire que tout va bien. On en est loin. Certes, cette année est la moins pire en termes d'effectifs depuis 2016. Mais c'est une vision à bien court terme et il faudrait voir plus loin. A la CGT, l'horizon n'est pas quelque chose que l'on peut estimer à deux ans.

Nous avons appris au cours de cette réunion que certains petits services sont en fort sous-effectif et que la seule option envisagée par la direction pour faciliter la vie des agents est de modifier les horaires de travail du service. A deux, on ne travaille plus, on gère les urgences, ce n'est pas suffisant.

Il est nécessaires d'augmenter les effectifs en Ile-de-France et ne pas se contenter de quelques corrections à la marge. Quelle pitié que le directeur ne puisse pas disposer de chiffres à plus long terme pour se rendre compte de l'état réel du manque de personnels dans les services.

Un point toutefois a rendu le sourire aux représentants de la CGT : la transformation du bureau de contrôle de Corbeil-Evry en bureau principal pour une raison simple : les entreprises préfèrent avoir un bureau de douane à proximité de leurs locaux. Sur ce point, la CGT est d'accord, il faut étendre le maillage territorial plutôt que fermer des structures. Nous refusons de longue date les déserts douaniers au profit des grandes plate-formes à des fins purement comptables. Concernant plus précisément Corbeil-Evry, nous savons qu'un bureau existait jusqu'à 2009 aux Ulis, à quelques kilomètres de là. Mais à l'époque, la politique de l'administration n'était pas la même.

Quelle tristesse que les têtes pensantes n'aient pas pris le temps de réfléchir aux logiques de notre métier plutôt que d'accepter leurs feuilles de route sans réfléchir aux conséquences.

Un jour peut-être, les décideurs de notre administration comprendront que la politique des dernières années n'avait servi à rien et adhéreront enfin à des idées plus cohérentes, les nôtres.